



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 7, juillet 2012

CONTENU

Résumé analytique	1
Relations commerciales	
Partenariat Transpacifique : le Mexique et Canada participeront aux négociations....	2
Le G-20 craint la montée du protectionnisme.....	5
Commerce transatlantique : un pas de plus vers un accord de libre-échange États-Unis/Europe.....	6
Politique commerciale américaine	
Normalisation des relations commerciales avec la Russie et droits humains.....	7
Études économiques et articles connexes	9

Résumé analytique : Malgré les élections qui approchent à grands pas et qui apportent leur lot de divisions partisans, l'Administration Obama et le Congrès sont très actifs en matière de commerce. L'Administration Obama est en bonne position pour faire des gains politiques grâce à sa politique commerciale. L'inclusion du Mexique et du Canada aux négociations sur le Partenariat Transpacifique permettra au président Obama de satisfaire sa base progressiste et de mettre en œuvre, quoique de façon détournée, sa promesse de réviser l'ALENA, notamment les chapitres sur le travail et l'environnement.

La normalisation des relations commerciales avec la Russie est un autre gain dont le président Obama peut se prévaloir. Mais le parti républicain, qui dépeint comme irresponsable la stratégie sécuritaire du président à l'égard de la Russie, pourrait être tenté de bloquer l'adoption du projet de loi à la Chambre des représentants. Autre source d'inquiétude : le projet de loi Magnitsky sur les droits humains, qui cible les dirigeants russes, pourrait cependant créer des tensions avec Moscou.

Un peu plus à l'Ouest, les relations sont au beau fixe avec l'Europe malgré la crise qui secoue le vieux continent. À en croire les conclusions d'un rapport d'un groupe de travail issu du Conseil économique transatlantique, les États-Unis et l'Europe communautaire pourraient s'engager très prochainement dans des négociations menant à un accord de libre-échange. En attendant, Européens et Américains ont réussi à faire entériner par le G20 une position ferme sur le protectionnisme, mais la tension monte malgré tout avec les grands pays émergents qui refusent de faire les frais des déséquilibres économiques venus du nord.

Relations commerciales

Partenariat Transpacifique : le Mexique et le Canada participeront aux négociations

Le Mexique et le Canada se joindront finalement aux négociations du Partenariat Transpacifique (TPP). L'annonce en a été faite lors de la réunion du G-20 de Los Cabos, au Mexique, respectivement les 18 et 19 juin. Les deux pays ainsi que le Japon en avaient officiellement fait la demande en novembre 2011 lors de la réunion des chefs d'État et de gouvernement de l'APEC. Le Japon devra cependant patienter avant de se joindre aux négociations. Onze pays participent maintenant officiellement aux négociations de cet accord de libre-échange transcontinental qui vise à créer une zone de libre-échange entre les pays de l'Asie-Pacifique. Ce sont l'Australie, le Canada, le Chili, les États-Unis, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, le Sultanat de Brunei et le Vietnam.



Le président américain Barack Obama et son homologue mexicain Felipe Calderon lors de leur rencontre officielle à la réunion du G20, à Los Cabos, au Mexique, le 18 juin 2012.

Le Mexique et le Canada ne pourront cependant pas demander de modifications au texte déjà convenu. Les parties qui prennent part au TPP craignent que l'inclusion de nouveaux pays ne ralentisse les négociations. De plus, le Mexique et le Canada ne participeront vraisemblablement pas aux deux prochaines phases de négociations prévues en juillet et en septembre. Ils devraient cependant prendre part à la 15^e, en décembre 2012. Ce délai s'explique par l'obligation pour l'exécutif américain de prévenir Congrès au moins 90 jours avant d'entamer des négociations commerciales avec un nouveau partenaire.

« Le TPP nous offre l'opportunité de conclure un accord commercial de haut niveau qui ira encore plus loin que l'ALENA. »

– Communiqué de presse conjoint de la Maison-Blanche et du gouvernement du Canada, 19 juin 2012.

Le gouvernement canadien démontre un intérêt à se joindre aux négociations sur le TPP depuis 2010, mais des tensions avec les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sur le régime des droits de propriété intellectuelle (DPI) et les contingents tarifaires imposés dans les secteurs agroalimentaires de la volaille, des œufs et des produits laitiers l'avaient jusqu'à maintenant tenu à l'écart. Ce n'est certainement pas un hasard si le Canada a été invité à se joindre au TPP au lendemain de l'adoption par la Chambre des communes du projet de loi C-11 qui modifie le régime des droits d'auteurs au Canada et qui lui permettra de ratifier les traités internet de l'OMPI. Par l'adoption de ce projet de loi, le Canada répond aux exigences minimales des États-Unis en matière de DPI.

Quant à savoir si le système canadien de gestion de l'offre sera sur la table des négociations sur le TPP, le gouvernement canadien se garde bien de dévoiler son jeu, d'autant que ce sujet est très sensible chez les agriculteurs du pays. Par le passé, le premier ministre Stephen Harper s'est



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 7, juillet 2012

engagé à défendre le système de gestion de l'offre, mais interrogé récemment à ce sujet, un porte-parole du gouvernement canadien a refusé de renouveler cet engagement. Pour les États-Unis cependant, le fait que l'ouverture des marchés agricoles protégés au Canada soit sur la table ne fait aucun doute.

Au Canada, les contingents tarifaires imposés aux volailles et au produit laitiers étrangers permettent l'entrée sur le territoire d'une certaine quantité de ses produits à des niveaux tarifaires préférentiels, au-delà desquels les droits de douane avoisinent les 250 %. Plus de 80 % des fermes laitières sont concentrées en Ontario et au Québec. Elles sont en moyenne 25 % plus petites que l'exploitation laitière américaine type et de nombreux suppléments hormonaux interdits au Canada sont utilisés aux États-Unis, ce qui confère un avantage certain aux producteurs américains. En Nouvelle-Zélande, le marché de la production laitière est dominé par la coopérative Fonterra qui jouit d'une situation de monopole. Devant une compétition aussi forte, tous les observateurs s'entendent pour dire que l'abandon éventuel du système de gestion de l'offre par le Canada entraînerait une profonde mutation de ces importants secteurs agroalimentaires.

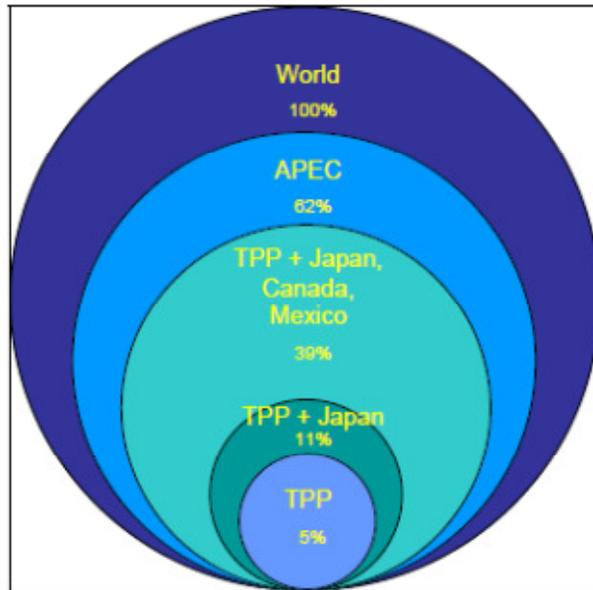
L'entrée du Mexique dans les négociations sur le TPP était moins litigieuse que celle du Canada. Ce sont surtout les États-Unis qui ont imposé une série de conditions préalables à la participation de son troisième plus important partenaire commercial. En plus de certains compromis sur l'accès au marché de produits agroalimentaires comme les pommes de terre et certains produits bovins, le Mexique s'est engagé à revoir de nombreux aspects de son régime de protection des DPI. Le Mexique s'est aussi engagé à se soumettre aux nouvelles normes du travail et aux normes environnementales du TPP.

« La participation du Mexique [aux négociations sur le TPP] nous offre l'opportunité de renforcer notre relation bilatérale et de corriger les défauts des chapitres de l'ALENA sur le travail et l'environnement. »

– Sander Levin, communiqué de presse, 18 juin 2012.

L'inclusion des partenaires de l'ALENA aux négociations sur le TPP est perçue positivement par la base progressiste du parti démocrate. Rappelons qu'alors qu'il était candidat à la présidence en 2008, Barack Obama s'était engagé à apporter des modifications aux chapitres sur le travail et sur l'environnement ainsi qu'à celui sur les règles d'origine de l'ALENA. Les chapitres sur le travail et l'environnement de l'ALENA ne couvrent qu'un nombre limité de droits. Ils exigent des pays qu'ils appliquent leur propre loi et ces règles ne sont pas soumises aux mêmes processus de règlement des différends que les autres chapitres de l'accord. Les textes proposés par les États-Unis dans le cadre du TPP sont plus contraignants. Dans le cadre des règles d'origine, les deux accords seront appliqués en parallèle et les entreprises devront choisir le régime qui leur convient.

Pourcentage du commerce total des États-Unis



Le Canada et le Mexique représente une part importante du commerce des États-Unis, mais une part négligeable des gains économiques potentiels du TPP.

Source: CRS

Le PIB total des pays participants aux négociations sur le TPP s'élève maintenant à 20 500 milliards de \$ ÉU. Le PIB américain à lui seul s'élève à 15 500 milliards de \$ ÉU. Cependant, les gains économiques réels de la participation du Mexique et du Canada restent limités pour les États-Unis étant donné la quasi-absence de tarifs douaniers entre les partenaires de l'ALENA. Des gains économiques marginaux pour ces trois États pourraient cependant découler de l'amélioration de leur cohésion réglementaire, d'un meilleur accès aux marchés publics ou de l'élimination de certaines barrières non tarifaires. L'ouverture des marchés asiatiques reste l'objectif principal de cet accord.

Pour consulter le communiqué de presse conjoint de la Maison-Blanche et du gouvernement du Canada sur l'adhésion du Canada aux négociations sur le TPP, voir : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/06/19/joint-statement-united-states-and-canada>

Pour consulter l'annonce par l'USTR de l'adhésion du Mexique aux négociations sur le TPP, voir :

<http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2012/june/ustr-mexico-new-tpp-partner>

Pour consulter l'annonce par l'USTR de l'adhésion du Canada aux négociations sur le TPP, voir :

<http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2012/june/ustr-kirk-welcomes-canada-as-new-tpp-partner>

Pour consulter le communiqué de presse conjoint des représentants Sander Levin (D-MI) et Jim McDermott (D-WA), voir : <http://democrats.waysandmeans.house.gov/press/PRArticle.aspx?NewsID=12157>

Pour une présentation sommaire de l'historique et du contenu de l'accord, consulter la Chronique commerciale américaine, vol. 4, no 20, de septembre 2011, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6896

Pour une analyse économique détaillée sur le TPP, consulter le plus récent rapport du Congressional Research Service sur le sujet, *Trans-Pacific Partnership (TPP) Countries : Comparative Trade and Economic Analysis*. En ligne : <http://fpc.state.gov/documents/organization/193710.pdf>

Sources : Erik Wasson, « Mexico invited to join US-backed Pacific free trade agreement talks », *The Hill*, 18 juin 2012, en ligne : <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/233221-mexico-invited-to-join-us-backed-pacific-trade-talks> ;

Vicki Needham, « Canada gains entry to Asia-Pacific trade talks », *The Hill*, 19 juin 2012, en ligne :

<http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/233553-canada-set-to-join-asia-pacific-trade-talks> ; Alexandre

Shields, « Partenariat transpacifique - Le modèle canadien de gestion de l'offre résistera-t-il aux négociations

multilatérales? », *Le Devoir*, 23 juin 2012, en ligne : [http://www.ledevoir.com/economie/actualites-](http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/353219/partenariat-transpacifique-le-modele-canadien-de-gestion-de-l-offre-resistera-t-il-aux-negociations-multilaterales)

[economiques/353219/partenariat-transpacifique-le-modele-canadien-de-gestion-de-l-offre-resistera-t-il-aux-negociations-](http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/353219/partenariat-transpacifique-le-modele-canadien-de-gestion-de-l-offre-resistera-t-il-aux-negociations-multilaterales)

[multilaterales](http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/353219/partenariat-transpacifique-le-modele-canadien-de-gestion-de-l-offre-resistera-t-il-aux-negociations-multilaterales) ; « TPP Partners Invite Mexico And Canada To Join TPP Talks, But Not Japan », *Inside U.S. Trade*, vol. 30, no

25, 22 juin 2012 ; « USTR: Canada And Mexico Joining TPP Allows Obama To Fulfill Promise », *Inside U.S. Trade*, vol. 30,

no 25, 22 juin 2012



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 7, juillet 2012

Le G-20 craint la montée du protectionnisme

La situation financière de l'Europe a été au centre des discussions de la réunion des chefs d'État du G-20 qui se tenait à Los Cabos, au Mexique, les 18 et 19 juin. En outre, les enjeux liés au commerce ont suscité la controverse.

En continuité avec les engagements pris d'abord à Washington en 2008 et réitérés à Cannes en 2011, le communiqué final de la réunion réaffirme l'engagement des pays du G-20 à renoncer à toute mesure protectionniste et à abandonner les mesures déjà en place qui entravent le commerce ou la libre circulation des capitaux, et ce jusqu'à la fin de 2014. Ce consensus n'a été obtenu qu'après de longues tractations. Des pays émergents comme le Brésil, l'Argentine et l'Afrique du Sud se sont d'abord opposés à ce qu'un langage aussi restrictif soit utilisé. Ils ne souhaitent pas s'engager au-delà de 2013. Ils craignent les flux de capitaux spéculatifs et les déséquilibres de l'économie engendrés par les mesures de stimulation économique des pays européens et nord-américains. Ils souhaitent se donner une marge de manœuvre plus importante afin d'assurer l'équilibre de leur balance des paiements dans le contexte d'incertitude économique qui perdure. Ces tensions surviennent alors que les perspectives de croissance de l'économie mondiale restent modérées, voire mauvaises pour certaines régions dans les mois à venir.

« L'accumulation d'entraves au commerce est dorénavant inquiétante. Nous estimons que les mesures mises en place depuis octobre 2008, excluant celles qui sont échues, couvrent près de 3 % du commerce mondial et près de 4 % du commerce des pays du G-20. »

– Septième rapport présenté par l'OMC, l'OCDE et la CNUCED au G20 sur les restrictions concernant le commerce et l'investissement, 30 mai 2012

Les craintes d'un retour en force de mesures protectionnistes sont fondées si l'on en croit trois rapports récents de l'OMC et de la Commission européenne. Elles étaient pourtant relativement limitées malgré les nombreuses politiques de relance qui ont suivi la crise de 2007-2008. Le recours de plus en plus fréquent à des mesures protectionnistes serait davantage répandu au sein des pays du G20 et encore davantage au sein des puissances émergentes. Elles peuvent prendre différentes formes telles que l'imposition de quotas sur les importations ou les exportations, l'adoption de réglementations qui restreignent l'accès aux marchés pour les marchandises, les services et les capitaux ou simplement l'imposition de droits de douane rédhitoires sur certains produits.

Les exemples récents d'entraves au commerce imposées par l'Argentine et le Brésil, qui ont respectivement mis en place des mesures de substitutions des importations et des restrictions sur les flux de capitaux, sont probants.¹ L'Inde et la Russie font aussi figure de mauvais élèves alors qu'ils ont imposé des restrictions directes à l'accès de certains produits et qu'ils continuent d'adopter des réglementations incompatibles avec leurs obligations à l'OMC.

Pour consulter la déclaration finale de la réunion du G-20 de Los Cabos, voir :

http://g20.org/images/stories/docs/g20/conclu/G20_Leaders_Declaration_2012_1.pdf (paragraphe sur le commerce no. 26-31)

¹ Pour plus de détails sur les politiques commerciales argentine et brésilienne, consulter la Chronique commerciale américaine vol. 5, no 5, de mai 2012, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7598



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 7, juillet 2012

Pour consulter le septième rapport présenté par l'OMC, l'OCDE et la CNUCED au G-20 sur les restrictions concernant le commerce et l'investissement publié le 30 mai 2012, voir :

http://www.wto.org/french/news_f/news12_f/igo_31may12_f.htm

Ces conclusions sont étayées dans le rapport sur les faits nouveaux relatifs au commerce publié par l'OMC le 29 juin 2012, voir : http://www.wto.org/french/news_f/news12_f/devel_29jun12_f.htm

Pour consulter le neuvième rapport sur les mesures risquant de limiter les échanges publiés par la Commission européenne le 6 juin 2012, voir : <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/12/567>

Sources : Krista Hughes, « G20 extends free trade vow despite split », *Reuters*, 19 juin 2012, en ligne :

<http://www.reuters.com/article/2012/06/20/g20-protectionism-idUSL1E8HK03620120620> ; Joshua Chaffin, « Large rise in protectionist measures », *Financial Times*, 6 juin 2012, en ligne : <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/48bf7b6e-afdf-11e1-a025-00144feabdc0.html>

Commerce transatlantique : un pas de plus vers un accord de libre-échange États-Unis/Europe

Le rapport préliminaire du groupe de travail de haut niveau sur l'emploi et la croissance mis en place dans le cadre du Conseil économique transatlantique (TEC) recommande aux États-Unis et à l'Europe d'entamer des négociations en vue d'en arriver à un accord de libre-échange transatlantique. Le groupe de travail avait pour mandat d'étudier les opportunités de libéralisation entre les États-Unis et l'Europe et de faire des recommandations sur les meilleurs moyens de parvenir à stimuler la croissance économique. Le rapport final est attendu pour la prochaine réunion du TEC qui doit se tenir à la fin de l'année 2012.²

« Le groupe de travail de haut niveau en arrive à la conclusion préliminaire qu'un accord complet qui couvrirait un large éventail de politiques commerciales et de politiques d'investissements [...] permettrait d'obtenir les gains les plus importants parmi les options que nous avons considérées. »

– Rapport intermédiaire du groupe de haut niveau sur l'emploi et la croissance, 19 juin 2012

Le rapport préliminaire propose l'élimination de tous les tarifs. Les contentieux potentiels à ce niveau ne concernent qu'un nombre très limité de lignes tarifaires dont les tarifs pourront être éliminés progressivement. En matière de services, les parties devraient se concentrer à harmoniser leurs politiques afin de favoriser un plus grand accès à leurs marchés réciproques.

« Particulièrement en ce moment, une initiative ambitieuse qui permettrait d'accroître les échanges commerciaux et les investissements serait bénéfique pour la croissance de l'économie et de l'emploi. »

– Communiqué de presse conjoint des États-Unis et de l'Union européenne, 19 juin 2012

² Pour une mise en contexte, consulter la Chronique commerciale américaine, vol. 4, no 23, de décembre 2011, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7292 ; voir aussi la Chronique commerciale américaine, vol. 5, no 6, de juin 2011, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7643



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 7, juillet 2012

Le rapport recommande aussi d'accroître la coopération réglementaire en incluant dans un éventuel accord un ensemble de chapitres sur les aspects non traditionnels du commerce tels la coopération douanière, la concurrence, les sociétés d'État, le travail et l'environnement, les petites et moyennes entreprises, les chaînes d'approvisionnement et l'accès aux matières premières et énergétiques. Le rapport reconnaît la distance qui sépare les parties en matière sanitaire et phytosanitaire ainsi qu'en matière de réglementation agroalimentaire. Des groupes de travail permanents devraient être mis sur pied afin d'harmoniser progressivement les politiques des parties.

Le groupe de travail reconnaît cependant l'existence de différences fondamentales entre les approches américaine et européenne en matière de protection des droits de propriété intellectuelle. Il ne faudrait donc pas s'attendre à une harmonisation majeure des politiques dans ce domaine.

Pour consulter le rapport intermédiaire du groupe de travail de haut niveau sur l'emploi et la croissance, voir : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/reports-and-publications/2012/interim-report-eu-us-working-group>
Pour consulter le communiqué de presse conjoint des États-Unis et de l'Union européenne en réaction au rapport, voir : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/06/19/joint-us-eu-statement-high-level-working-group-jobs-and-growth>

Politique commerciale américaine

Normalisation des relations commerciales avec la Russie et droits humains

La normalisation des relations commerciales avec la Russie pourrait être liée à un projet de loi sur le respect des droits humains. Les États-Unis doivent accorder le traitement de la nation la plus favorisée (NPF) à la Russie s'ils souhaitent profiter des réductions tarifaires qui accompagneront l'adhésion officielle de la Russie à l'OMC cet automne. L'amendement Jackson-Vanik, qui impose des sanctions commerciales à la Russie depuis 1974 en lien avec ses politiques d'immigration, est toujours en vigueur et l'empêche techniquement de recevoir le traitement NPF. L'amendement est suspendu chaque année depuis 1994, mais son abolition est nécessaire à l'octroi du statut NPF permanent.

« Mettre fin à l'amendement Jackson-Vanik et autoriser le président à permettre le traitement NPF n'est pas un cadeau offert à la Russie. Ces actions assureront plutôt que l'accession de la Russie à l'OMC bénéficiera aux entreprises et aux travailleurs américains. »

– Ron Kirk, témoignage devant la commission sur les Finances du Sénat, 21 juin 2012

Une majorité de congressistes, sans s'opposer à l'abolition de l'amendement Jackson-Vanik, souhaite que la normalisation des relations commerciales avec la Russie soit liée à une nouvelle mesure qui favorise le respect des droits humains dans le pays, le *Sergei Magnitsky Rule of Law Accountability Act of 2012*. La loi Magnitsky permettrait aux États-Unis d'imposer des sanctions financières ainsi que de limiter l'accès au territoire américain à toute personne soupçonnée de violation grave des droits humains. Le projet de loi vise particulièrement les responsables présumés de l'assassinat de l'activiste anticorruption russe Sergei Magnitsky, tué lors de sa



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 7, juillet 2012

détention en prison en 2009. Il a été adopté par les commissions des Affaires étrangères de la Chambre des représentants et du Sénat en juin.

La Maison-Blanche s'oppose à ce que la loi Magnitsky soit liée à la normalisation des relations commerciales avec la Russie. L'Administration Obama craint son impact négatif sur les relations avec la Russie. Le ministère des Affaires étrangères russe a promis des représailles sévères si le projet de loi était adopté.

« En insistant sur l'emploi aux États-Unis, je ne suggère pas que nous devons ignorer nos problèmes avec la Russie. Nous devons aussi porter attention aux questions touchant les droits humains, la démocratie et nos différends en matière de politique étrangère. [...] C'est pourquoi j'apporte mon appui au projet de loi sur les droits humains [loi Magnitsky] proposé par le sénateur Cardin. »

– Max Baucus, déclaration à la commission sur les Finances du Sénat, 21 juin 2012

Il est cependant possible que le projet de loi sur la normalisation des relations commerciales avec la Russie soit reporté après l'élection présidentielle de novembre. La direction du parti républicain à la Chambre des représentants pourrait ainsi éviter de donner le crédit de cette réalisation à l'Administration Obama. L'appui de la Russie au gouvernement syrien joue aussi en faveur d'un report de l'adoption du statut NPF dans les prochains mois.

La Russie est le 20^e partenaire commercial des États-Unis. Les exportations américaines ont totalisé 8,3 milliards de \$ ÉU en 2011 et sont diversifiées. Les importations de Russie se sont élevées à 34,6 milliards de \$ ÉU en 2011, mais sont principalement composées de pétrole et de gaz naturel (25,4 milliards de \$ ÉU). Le report de l'octroi du statut NPF à la Russie pourrait entraîner des pertes économiques dans la mesure où les compétiteurs des firmes américaines jouiraient des exemptions tarifaires prévues au calendrier d'accession du pays avant elles.

Pour consulter les déclarations et les témoignages lors des audiences de la commission sur les Finances du Sénat au sujet de la normalisation de la relation commerciale avec la Russie, voir :

<http://www.finance.senate.gov/hearings/hearing/?id=3be3a6a9-5056-a032-52d2-c1471693a888>

Sources : Vicki Needham, « Obama presses for improved trade ties with Russia », *The Hill*, 18 juin 2012, en ligne : <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/233311-obama-presses-for-improved-trade-ties-with-russia> ; Julian Pecquet, « Top trade panel Dem splits with Obama, calls for linking Russia trade bill to Syria », *The Hill*, 20 juin 2012, en ligne : <http://thehill.com/blogs/global-affairs/trade/233769-top-democrat-on-trade-panel-links-improved-ties-with-russia-to-situation-in-syria> ; Nastassia Astrasheuskaya, « Russia "outraged" at U.S. Magnitsky bill », *Reuters*, 27 juin 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/06/27/us-usa-russia-rights-idUSBRE85P1AR20120627> ; « Foreign Relations Approves Magnitsky Bill, Kerry Wants More Tweaks », *Inside U.S. Trade*, vol. 30, no 26, 29 juin 2012



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 7, juillet 2012

Études économiques et articles connexes

Ce mois-ci dans l'actualité :

David Rogers, « Senate farm bill off to rough start », *Politico*, 12 juin 2012, en ligne : <http://www.politico.com/news/stories/0612/77367.html>

Tom Miles et Doug Palmer, « WTO backs U.S. in case against China duties on steel », *Reuters*, 15 juin 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/06/15/usa-china-steel-idUSL1E8HF85A20120615>

Vicki Needham, « US, South Africa step up trade relationship », *The Hill*, 18 juin 2012, en ligne : <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/233301-us-south-africa-step-of-trade-relationship>

Peter Schroeder et Amie Parnes, « Obama 'encouraged' by talk with Merkel at G20 », *The Hill*, 18 juin 2012, en ligne : <http://thehill.com/blogs/on-the-money/economy/233383-obama-encouraged-by-talk-with-merkel-at-g20-summit>

Vicki Needham, « Former trade representatives tout Russia trade », *The Hill*, 19 juin 2012, en ligne : <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/233587-former-trade-representatives-tout-russia-trade>

Derek Burney et Fen Hampson, « How Obama Lost Canada », *Foreign Affairs*, 21 juin 2012, en ligne : <http://www.foreignaffairs.com/articles/137744/derek-h-burney-and-fen-osler-hampson/how-obama-lost-canada>

Charles Abbott, « Senate overhauls farm bill, but time running out », *Reuters*, 21 juin 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/06/21/us-usa-farm-senate-idUSBRE85K1JU20120621>

Bernard K. Gordon, « Trading Up in Asia », *Foreign Affairs*, vol. 91, no 4, p. 17-22.

Études économiques et commerciales :

U.S. Energy Information Administration, *Annual Energy Outlook 2012*, U.S. Department of Energy, juin 2012, en ligne : <http://www.eia.gov/forecasts/aeo/pdf/0383%282012%29.pdf>

Peter A. Petri, *The Trans-Pacific Partnership and Asia-Pacific Integration: Policy Implications*, Peterson Institute for International Economics Policy Brief 12-16, juin 2012, en ligne : <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=2146>

Michael Levi, *A Strategy for U.S. Natural Gas Exports*, Brookings Institution, juin 2012, en ligne : <http://www.brookings.edu/research/papers/2012/06/13-exports-levi>

Claude Barfield, *The Trans-Pacific Partnership : A Model for Twenty-First-Century Trade Agreements?*, American Enterprise Institute, 1er juin 2012, en ligne : <http://www.aei.org/outlook/economics/international-economy/the-trans-pacific-partnership/>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 7, juillet 2012

Homi Kharas et Kemal Dervis (dir.), *Think Tank 20: New Challenges for the Global Economy, New Uncertainties for the G-20*, Brookings Institution, 4 juin 2012, en ligne :

<http://www.brookings.edu/research/reports/2012/06/think-tank-20>

OMC, *Examen des politiques commerciales: Chine*, 14 juin 2012, en ligne :

http://www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/tp364_f.htm

Kevin Brady, *Outlook for US Trade Policy for 2012-13*, Peterson Institute for International Economics, 19 juin 2012, en ligne : <http://www.piie.com/publications/papers/transcript-20120619brady.pdf>

Wen Jin Yuan, *Freeman Briefing: The Trans-Pacific Partnership and China's Corresponding Strategies*, Center for Strategic and International Studies, 20 juin 2012, en ligne :

<http://csis.org/publication/trans-pacific-partnership-and-chinas-corresponding-strategies>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278